

Intervention pour la conférence de presse où est présenté le troisième rapport bisannuel du Service de lutte contre la pauvreté, la précarité et l'exclusion sociale.

A l'occasion de la publication du rapport bisannuel du Service de lutte contre la pauvreté, et au nom des associations partenaires du RGP, je me permets d'abord d'attirer votre attention sur deux constats effrayants : dans notre pays l'inégalité des revenus a nettement augmenté en l'espace de vingt ans[1] et le volume de l'aide alimentaire a plus que doublé depuis dix ans.[2] C'est pourquoi nous appelons les différents gouvernements, fédéral, régionaux et communautaires, à un engagement ferme en matière de lutte contre la pauvreté. Nous demandons une politique plus cohérente et globale en vue de la réalisation des droits fondamentaux de toute personne, qui conduit rapidement à l'amélioration tangible des conditions de vie et des perspectives d'avenir des personnes et des familles qui vivent dans la pauvreté.

Comme engagement premier nous demandons l'utilisation des analyses et des propositions qui sont issues des processus de dialogue depuis le RGP, y compris évidemment le rapport que le Service de lutte contre la pauvreté vient de publier.

Nous avons nous-mêmes quelques difficultés avec la structure de ce rapport, divisé en orientations, résolutions et pistes. Des personnes vivant la pauvreté et d'autres acteurs du terrain ont de la peine à y retrouver leur apport. Mais, nous a-t-on rassuré: ainsi il est cuisiné au goût des responsables politiques.

Ce serait souhaitable que ceux-ci reçoivent ce rapport comme cadeau pour Noël ou Nouvel An et qu'ils l'aient tous annoté, trituré et décoré de taches de café à l'arrivée du printemps 2006. Et n'oublions pas des centaines de consultations du site web du Service de lutte contre la pauvreté!

Ce sera à chaque instance politique de faire ses propres choix et de mettre ses accents, mais à présent chacun sait combien dans la réalité de la pauvreté tout est entremêlé et interdépendant. Par conséquent une approche cohérente et globale est également nécessaire pour progresser véritablement.

A cette fin l'accord de coopération en matière de lutte contre la pauvreté a instauré entre autres la Conférence interministérielle de l'intégration sociale. Pour résoudre de façon durable des problèmes complexes ou vastes celle-ci est incontournable. Ainsi nous attendons bientôt une conférence interministérielle qui prendra des mesures concernant le logement. Nous demandons avec insistance que les ministres compétents au niveau fédéral, régional et communautaire investissent sans tarder dans la préparation de cette conférence interministérielle.

Nous osons espérer que lors des mois prochains les gouvernements des différents niveaux définissent séparément et ensemble des engagements fermes et établissent un calendrier pour la réalisation.

Enfin pour conclure encore ceci: bien que nous tenions ici un plaidoyer énergique pour travailler avec ce nouveau rapport du Service de lutte contre la pauvreté, nous sommes très préoccupés par la qualité du dialogue qui a conduit à ce texte. En tant qu'associations partenaires du RGP nous voulons que des personnes vivant la pauvreté puissent participer elles-mêmes pleinement au dialogues de société. Or il reste très difficile de créer avec le Service et avec d'autres acteurs les conditions qui rendent possible cette participation à part entière. En effet, la matière est vaste et les délais de temps très restreints.

Nous nous rendons compte qu'il est impossible d'atteindre cette qualité de dialogue pour tous les thèmes traités. C'est pourquoi nous demandons que pour quelques thématiques importantes, soient données au Service et à nous associations partenaires, les moyens et le temps afin de permettre à des personnes vivant la pauvreté d'être des partenaires à part entière dans un dialogue avec d'autres acteurs, comme cela a été possible dans le projet concernant les indicateurs de pauvreté et le dialogue concernant l'aide à la jeunesse en Communauté Française. La participation des personnes vivant la pauvreté, leur place centrale dans le dialogue doivent rester le repère principal dans le travail du Service de lutte contre la pauvreté. Merci.